

Communiqué de presse

Bruxelles et Paris, le 12 septembre 2023

Loi d'orientation agricole favorable aux mégabassines : les écologistes demandent à Mme Borne de recevoir les experts du GIEC.

Alors que les projets de méga-bassines ont encore mobilisés plusieurs milliers d'opposants à Niort vendredi 8 septembre en marge du procès des portes-paroles des mouvements organisateurs des manifestations de Sainte-Soline, le ministre de l'Agriculture Marc Fesneau a détaillé les grands axes du très prochain projet de loi d'orientation et d'avenir agricoles (PLOAA). Il semblerait que les méga-bassines puissent bénéficier du statut d'intérêt général majeur, ce qui faciliterait les dérogations aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (Sdage), et que les recours devant les tribunaux administratifs soient davantage restreints ; pourtant, aucun contentieux gagné au fond par les associations de défense de l'environnement n'a jusqu'à maintenant empêché la construction d'une méga-bassine. Pour retrouver de la hauteur sur ce sujet, les élu-e-s écologistes demandent à Mme Borne de recevoir les experts du GIEC qui se sont exprimés sur la pertinence scientifique de ces équipements de stockage d'eau.

Les députés européens Benoit Biteau et Marie Toussaint réagissent :

"Au lieu de renforcer le droit et l'application des décisions de justice, le gouvernement français choisit d'affaiblir les réglementations sur l'eau et les milieux aquatiques, ainsi que la justice environnementale. La France est pourtant l'un des États de l'Union européenne les plus regardés par la Commission européenne pour non-respect du droit environnemental, à commencer par la directive cadre sur l'eau. La gestion désastreuse de l'eau dans le Marais Poitevin a déjà été condamnée il y a 20 ans au terme d'un contentieux européen ; si les dispositions relatives aux mégabassines sont retenues dans la LOA, nous n'hésiterons pas à mobiliser le droit européen pour contraindre l'Etat français à respecter ses obligations en matière de bon état des masses d'eau."

Les députées Lisa Belluco et Marie Pochon réagissent :

"Alors que les sécheresses deviennent pluriannuelles, le Ministre de l'Agriculture persiste et signe pour soutenir un modèle agricole du passé. Se mettre au service de l'intérêt général, ce n'est pas soutenir uniquement une infime minorité d'agriculteurs irrigants au détriment d'une majorité qui a tout autant besoin de ce commun naturel. Ces annonces balayent d'un revers de la main les avis des scientifiques sur les mégabassines. Promouvoir de tels projets d'accaparement de l'eau dans une loi d'orientation agricole n'aidera pas à combattre l'hémorragie du nombre de paysans. Nous devons pour cela améliorer leurs conditions de travail et leur rémunération, pour assurer une véritable souveraineté alimentaire en adéquation avec des objectifs climatiques et environnementaux ambitieux. C'est ce que les écologistes feront lors de l'étude de cette LOA"

Les sénateurs Thomas Dossus et Daniel Salmon réagissent :

"Les méga-bassines sont des équipements qui hypothèquent l'avenir des territoires, venant aggraver les tensions sur la ressource en eau, perturber gravement le cycle de l'eau, tout en ne profitant qu'à une minorité d'irrigants. Symbole de la mal-adaptation aux sécheresses à venir, elles ne servent pas l'intérêt général. L'obstination du ministre à vouloir imposer ces infrastructures est un coup d'accélérateur vers l'aggravation d'un modèle agricole dépassé."